

Au Nigeria, l'armée accusée d'avoir mené un programme massif d'avortements forcés

Par [Sophie Alary](#), le 8/12/2022 à 05h52

Une enquête publiée par l'agence Reuters mercredi 7 décembre affirme que l'armée nigérienne a mené ces dix dernières années un programme d'avortements forcés dans le nord-est du pays, mettant fin à au moins 10 000 grossesses.



C'est une opération terrifiante et « minutieusement conçue » qui est décrite par de nombreux témoins interrogés par l'agence Reuters. Des victimes ont accepté de lui parler ainsi que des agents de santé et du personnel de sécurité employés par le programme de l'armée.

« Depuis 2013, l'armée nigérienne a mené un programme d'avortements secret, systématique et illégal dans le nord-est du pays, mettant fin à au moins 10 000 grossesses chez les femmes et les filles », affirme Reuters dans une [longue enquête](#) publiée mercredi 7 décembre. L'agence s'est aussi appuyée sur des copies de documents militaires et de registres d'hôpitaux qui décrivent les protocoles d'avortements.

Anciennes otages de Boko Haram

Cette campagne a visé des femmes et des jeunes filles kidnappées et violées par des combattants djihadistes de Boko Haram et de l'État islamique dans le nord-est du pays. Après avoir réussi à s'enfuir ou au lendemain de leur libération lors d'opérations de sauvetage, explique Reuters, les femmes enceintes étaient séparées des autres et conduites par l'armée dans des casernes ou des hôpitaux. L'enquête dénombre une dizaine de ces lieux où ont été pratiqués ces avortements.

Nigeria : une nouvelle « fille de Chibok » retrouvée par l'armée huit ans après son enlèvement

D'autres femmes ont été repérées sur la route, dans leur village d'origine ou après avoir rallié des installations militaires ou civiles. Certaines femmes étaient visiblement enceintes, d'autres ont été identifiées par des tests d'urine. Bon nombre d'entre elles étaient de toutes jeunes filles : une des victimes citée dans l'enquête n'avait que 13 ans lorsqu'elle a reçu une injection.

Des avortements par injections, pilules abortives ou interventions chirurgicales

L'enquête s'attarde sur les conditions sordides dans lesquelles les avortements ont été pratiqués, pour la plupart sans le consentement des personnes, souvent même à leur insu. « Certaines femmes avaient perdu tant de sang qu'elles ont eu besoin de transfusions », indiquent des témoignages. Le programme était clandestin, parfois le secret était gardé au sein même de l'hôpital, où les femmes avortaient dans des salles séparées.

Au Nigeria, huit ans après le rapt des lycéennes de Chibok par Boko Haram, rien n'a changé

Une majorité a reçu des injections ou des pilules abortives, mais des avortements chirurgicaux ont également été pratiqués. D'après le rapport, certaines femmes étaient entravées physiquement ou contraintes de se soumettre sous les coups ou la menace d'une arme à feu. « Six employés ont même déclaré avoir été témoins de décès ou avoir vu des cadavres de femmes décédées suite à des avortements pratiqués dans des casernes militaires ou administrés sur le terrain », relève l'enquête.

Selon des témoins, l'armée justifiait le programme en évoquant la « stigmatisation » dont sont victimes les enfants issus du viol par des djihadistes ou encore « l'idée répandue parmi les militaires et la société du nord-est du Nigeria selon laquelle les enfants issus d'un viol sont destinés à devenir à leur tour des insurgés ». Il s'agissait « d'assainir la société », selon les termes employés par un des civils interrogés par Reuters.

L'armée nigérienne dément formellement

Nous avons affaire à « une opération à grande échelle, avec une logistique complexe, nécessitant une coordination minutieuse », affirment les auteurs de cette enquête, précisant n'être pas en mesure de nommer les concepteurs de ce programme ni ceux qui l'ont mis en œuvre au sein de l'armée et/ou du gouvernement. Selon l'agence, ce programme clandestin a perduré au moins jusqu'à novembre 2021.

Au Nigeria, l'évasion de djihadistes renforce l'insécurité générale

Contacté par Reuters, le haut commandement de l'armée nigérienne a formellement démenti ces informations, dénonçant le « chantage » de journalistes « mercenaires ». Les officiers nigériens font valoir qu'un programme de cette ampleur n'aurait jamais pu échapper à la surveillance des agences internationales présentes dans la région. Le responsable des affaires humanitaires de l'ONU au Nigeria a indiqué à Reuters qu'il « n'était pour l'instant pas en mesure de faire des commentaires sur cette affaire aussi importante que sensible ».